Les représentants en mission face au dilemme, de ravitailler les armées ou la population civile (l'exemple des Vosges en 1793)

Jean-Paul Rothiot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/8443>

DOI : 10.4000/ahrf.8443

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2007

Pagination : 47-66

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Jean-Paul Rothiot, « Les représentants en mission face au dilemme, de ravitailler les armées ou la population civile (l'exemple des Vosges en 1793) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 347 | janvier-mars 2007, mis en ligne le 01 mars 2010, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/8443> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.8443>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Les représentants en mission face au dilemme, de ravitailler les armées ou la population civile (l'exemple des Vosges en 1793)

Jean-Paul Rothiot

- 1 La crise de l'été et de l'automne 1793 a joué un rôle majeur dans la détermination de la politique menée par la Convention et le Comité de Salut public. Pour faire face à l'invasion et à l'Europe coalisée, pour ravitailler l'armée, et à cause des difficultés du marché, la Convention a eu recours à des méthodes d'économie dirigée, maximum des prix et réquisitions notamment, qui allaient à l'encontre des principes d'économie libérale auxquels la plupart des Conventionnels adhéraient¹. Ces mesures pour ravitailler l'armée avaient aussi pour objectif d'assurer le ravitaillement des villes ; déjà Albert Soboul, à la suite de Mathiez, avait signalé la difficulté de cette tâche et indiqué que le maximum décidé en mai 1793 n'était pas appliqué². Dans les départements proches de la frontière, aux problèmes de ravitaillement des villes et des mouvements populaires s'ajoutent les problèmes liés à la proximité des armées et à la nécessité de leur ravitaillement.
- 2 Le département des Vosges, connu pour son patriotisme, l'importance de ses fournitures en grains et fourrages à destination de l'armée et son enthousiasme à donner des hommes pour la patrie, connaît en 1793 deux disettes importantes dans les villes et dans les districts de la montagne. L'origine de ces disettes n'est pas évidente : s'agit-il de mauvaises récoltes, de refus du maximum des prix et d'accaparement, ou des conséquences des prélèvements pour l'armée ? Les représentants en mission, constamment présents dans les départements proches des frontières et dotés de pouvoirs très importants³, jouent un rôle majeur dans le ravitaillement des armées : sont-ils, de fait, responsables de ces famines, ou contribuent-ils à les résoudre ?
- 3 Les sources de cette étude sont les registres du conseil général et du directoire du département des Vosges ; elles sont complétées par des délibérations de districts et de

quelques communes (Bruyères, Ventron, Plombières). Une étude sur ce sujet a été menée en 1907 par Léon Bernardin dans les premiers bulletins du Comité départemental des Vosges de la Révolution française, mais il s'agit moins d'une analyse que d'une juxtaposition de textes extraits des registres de délibération du département⁴. Abel Mathieu, dans sa synthèse sur les Vosges pendant la Révolution, aborde peu la question de la disette⁵. Henri Poirier montre, dans un bulletin de la Société d'histoire de Remiremont, l'originalité de la montagne, victime de la suppression des dîmes et des droits seigneuriaux dont bénéficiait directement le chapitre noble de Remiremont, et indirectement le district⁶.

- 4 Il a semblé nécessaire de mener cette étude en étudiant quatre périodes successives qui mettent en évidence l'action croisée des représentants en mission et des administrations départementales : une première alerte en juin 1793, ensuite les réquisitions pour les armées du Rhin et de Moselle au cours de l'été, la reprise de la disette à l'automne, enfin les secours décidés par les représentants en mission.

Une première alerte en juin 1793 : les conséquences du maximum des prix et des accaparements

- 5 Le 16 mai 1793, le maximum des prix (décret du 4 mai) est publié dans le département des Vosges et l'administration départementale ordonne aux districts de le mettre en application. À cette date, aucune mention concernant des problèmes d'alimentation n'est encore apparue dans les registres du département et des districts, mais dès le début de juin, les rapports signalent que les marchés ne sont plus « garnis » en suffisance de grains : le 8 juin, le marché d'Épinal en est « totalement dépourvu » ; une députation de Bruyères annonce le 13 juin que le district est sur le point de manquer absolument de subsistances et demande un secours du département⁷ ; à Remiremont, le conseil municipal multiplie les plaintes : « Les réquisitions faites par le Directoire pour l'approvisionnement des grains sur le marché de cette ville du jour d'hier, n'ont pu y faire conduire qu'une très petite quantité qui n'a pu suffire pour le nombre de consommateurs, malgré la précaution prise de n'en délivrer qu'un quart à chaque acheteur »⁸ ; à Rambervillers, le 28 juin, le district signale une « pénurie de subsistances »⁹. À Ventron, le 29 juin, « trois quarts des citoyens se trouvent sans grains et sans subsistances » et « un cri public s'élève dans ladite commune faute de subsistances » ; selon les autorités municipales, la raison de cette pénurie est double : le décret du 4 mai 1793 sur le maximum des prix vide les marchés et renforce les effets de la mauvaise récolte de l'année précédente, ce qui provoque une difficile période de soudure : il ne reste plus, au 31 juillet, que 13 résaux¹⁰ de seigle et 1 résal et demi de froment¹¹. À Gérardmer, le conseil de la commune signale que les marchands et boulangers n'ont pu trouver ni blé, ni seigle sur les marchés habituels et que la disette sera à son comble la semaine suivante, et « il est à craindre un soulèvement dans cette commune » ; le conseil décide alors de demander aux marchands et aux citoyens qui « ont un peu plus de blé qu'il ne leur en faut pour leur subsistance pendant un mois », d'en apporter sur le marché pour faire une distribution la plus équitable possible entre les nécessiteux « qui ne vivent qu'au jour la journée », afin de « maintenir le calme et la tranquillité »¹². À Plombières, lorsque la disette fait son apparition, le conseil décide, le 9 mai, d'établir un grenier d'abondance ; le 22 mai, il ordonne aux boulangers de ne faire qu'une sorte de pain et leur interdit de faire des pâtisseries, compte-tenu de « la rareté des vivres et des denrées »¹³ : le 11 juin, la commune fait distribuer du pain aux indigents, le 14 et le 15 elle demande aux « propriétaires, cultivateurs et marchands » d'apporter des grains et des farines sur les marchés du jeudi¹⁴. Dans les villes de

Lorraine, le même phénomène se produit¹⁵ et une députation de Metz demande à Épinal, le 11 juin, l'harmonisation du maximum des grains pour faciliter leur circulation¹⁶.

- 6 Partout, on signale que les grains n'arrivent plus sur les marchés urbains et le directoire du département dénonce « les propriétaires de grains plus sensibles à leurs intérêts qu'aux besoins des malheureux »¹⁷. Devant le refus des détenteurs de grains de vendre au prix fixé, le conseil général des Vosges met en cause le maximum le 13 juin : « La pénurie de grains sur les marchés provient moins de leur pénurie que de leur taxe », et le 16 juin : le « dérèglement des marchés est dû au maximum, les grains n'arrivant plus dans les régions non agricoles »¹⁸.
- 7 Devant ces blocages causés par les propriétaires de grains qui refusent le décret et « pour garantir les citoyens des horreurs de la disette », le directoire met en application les éléments de contrainte contenus dans le décret : il demande aux communes de faire l'inventaire des grains ; il autorise les districts et la municipalité d'Épinal à « requérir dans les communes les grains nécessaires pour les marchés »¹⁹, et les municipalités d'aller s'approvisionner sur tous les marchés du département. Les grains restant insuffisants dans le département, le conseil général envoie des commissaires dans la Meurthe et la Haute-Marne pour enquêter et connaître les possibilités d'achats. Leur enquête révèle les difficultés d'achat sur les marchés de la Meurthe dont les grains ont cessé de parvenir dans les Vosges depuis « trois semaines ». Les autorités départementales, comme les autorités des districts et des communes, bien que restant attachées aux principes de l'économie libérale, mettent en application des mécanismes d'intervention, pour éviter de « priver la classe indigente des citoyens des bienfaits que la loi leur promet »²⁰ ; elles croient encore aux possibilités du marché et veulent faire circuler les grains d'un district à l'autre par achat au prix fixé.
- 8 Pour financer ces interventions et permettre ces achats, le directoire du département demande le 16 juin une aide de 100 000 livres à la Convention (l'assemblée lui accorde un « prêt et avance » par décret du 26) ; François de Neufchâteau, encore président de l'assemblée départementale, se rend à la Convention le 27 juin, plaide en faveur du département et obtient l'autorisation d'aller acheter des grains directement chez les cultivateurs des départements voisins ; le 28, le directoire demande aux représentants en mission auprès de l'armée du Rhin l'autorisation d'utiliser les grains des émigrés qui se trouvent dans les magasins militaires²¹. Le 1er juillet, le directoire du département autorise les commissaires des districts à acheter directement chez les particuliers et dans les départements voisins²². Sont mêlés ici les mécanismes du marché et les mesures administratives d'incitation et d'aide à l'achat de grains, mais l'autorisation d'acheter directement chez les laboureurs aboutit très vite au non respect du maximum des prix.
- 9 Les 100 000 livres mises à la disposition par la Convention sont à prendre dans les caisses des districts proportionnellement au déficit des subsistances ; remises aux directoires des districts, elles permettent d'acheter grains et farines et de les revendre ensuite sur les marchés ; l'argent récolté servira plus tard à faire de nouveaux achats, ainsi de suite jusqu'à la récolte prochaine ; avant trois mois l'argent devra réintégrer les caisses des districts²³. Mais les achats à l'extérieur du département posent des problèmes : une voiture contenant du blé acheté à Crantenoy (district de Lunéville) est arrêtée à Lebeuville (5 km au sud de Crantenoy) par des paysans refusant l'exportation des grains : « c'est un attentat contre la libre circulation des grains » proteste le

directoire du département, qui parle dans une lettre adressée à la Convention « de la résistance du Peuple au départ des voitures ». Une polémique s'engage entre la commune de Remiremont, dominée par des Montagnards radicaux, et le directoire du département qui accuse le conseil communal de vouloir « perfidement soulever contre l'autorité supérieure » les citoyens de la ville, de « tenter de fomenter dans ce district une insurrection » et de mobiliser un « élan coupable vers l'insubordination destructrice de l'ordre » au lieu d'aller au secours de ses administrés. Le directoire départemental reconnaît que si la ville de Remiremont a connu « une disette réelle », le conseil de la commune en est peut-être responsable pour « n'avoir pas saisi tous les moyens d'activité qui étaient en son pouvoir »²⁴.

- 10 À la fin de cette première période de disette, le conseil général du département doit se rendre à l'évidence : les propriétaires de grains (laboureurs et marchands) refusent de vendre à prix taxé : « La loi du 4 mai a pour son effet fermé tous les greniers, chaque individu n'étant occupé que de son existence empêche la circulation des grains par la retenue qu'il en fait sous le prétexte qu'il n'en possède que pour sa consommation jusqu'aux récoltes prochaines »²⁵. La solution à la disette vient de l'achat de 301 quarts²⁶ de froment (180 quintaux) au magasin militaire de Vesoul (à 10 livres 1 sol 3 deniers la quarte), quarts destinées aux districts de Remiremont (210 quarts), de Bruyères et d'Épinal (45 quarts chacun), et au magasin militaire de Mirecourt qui fournira 93 résaux (30 pour Remiremont, 30 pour Bruyères, 13 pour Rambervillers et 20 pour Darney)²⁷. Mais, alors que la crise est en voie de résolution et que les premières récoltes de céréales éliminent la disette et les plaintes fin juillet - début août 1793, les représentants en mission auprès de l'armée du Rhin demandent à nouveau aux Vosges de fournir des grains et des fourrages.

Les réquisitions pour les armées du Rhin et de Moselle

- 11 Malgré cette crise frumentaire, réelle ou provoquée par les réticences des propriétaires, les réquisitions de grains et de fourrages pour ravitailler les armées de la république se multiplient au cours de l'été. La première réquisition est ordonnée par la Convention le 6 juillet 1793 : les représentants en mission sont autorisés à lever les quantités de grains et de farine suivantes :

Armée des Alpes	70 000 quintaux
Armée des Pyrénées	70 000 quintaux
Armée de Moselle	60 000 quintaux
Armée du Rhin	80 000 quintaux
Armée des Ardennes	30 000 quintaux
Armée des côtes de la Rochelle	30 000 quintaux

- 12 En application de ce décret, Billaud-Varenne, représentant en mission près de l'armée du Rhin, répartit le 12 juillet la fourniture de 87 000 quintaux de blé entre les départements de l'Est : les Vosges doivent fournir 6 000 quintaux de blé, froment ou seigle, et 15 000 sacs d'avoine, payés au prix du maximum²⁸. Face à cette demande, le

directoire du département fait remarquer que l'article 3 du décret de la Convention concerne les départements où « les subsistances existent au delà des besoins » et que les Vosges étant au contraire dans une situation de pénurie, ne peuvent répondre à cette demande²⁹. Mais malgré ces protestations, le 25 juillet, le conseil général répartit ces quantités entre les districts en les justifiant par des arguments patriotiques : il évoque « le salut de la République, celui de la Liberté et celui d'une armée qui a déjà acquis des droits si sacrés à notre reconnaissance »³⁰. Le 30 juillet, il utilise les sentiments patriotiques pour inciter les citoyens à verser des grains : « La patrie est en danger, votre liberté est menacée, une brave armée dans le besoin, voilà les grands intérêts que nous présentons à votre patriotisme, tout presse, tout vous commande pour exécuter avec la plus grande activité le présent arrêté »³¹. La répartition par district se fait proportionnellement à leur capacité de production : les districts de la montagne (Remiremont, Saint-Dié, Bruyères) ne doivent rien, alors que ceux de la riche plaine (Mirecourt, Neufchâteau, Rambervillers) sont lourdement chargés³².

Les prélèvements de grains au cours de l'été 1793 dans les Vosges

Districts	Réquisitions (Quintaux blé)			
	12 juillet 1793, armée du Rhin	26 juillet 1793, armée de Moselle	8 août 1793, levée en masse ³³	total
Bruyères	436	1 520	–	1 956
Darney	519		318	837
Épinal	481	1 260	263	2 004
Lamarche	500	1 370	286	2 156
Mirecourt	950	3 270	682	4 902
Neufchâteau	1 000	2 960	613	4 573
Rambervillers	765	1 620	338	2 723
Remiremont	432	–	–	432
Saint-Dié	780	–	–	780
Senones				
Total	5 863	12 000	2 500	20 363

- 13 Les 6 000 quintaux demandés sont livrés en moins d'un mois³⁴. Est-ce le signe que la disette du printemps ne devait pas être bien générale ou que l'effort et les sacrifices ont été réels comme l'affirme une lettre au représentant du peuple en mission : « Nos

administrés ont moins consulté leurs moyens que leur zèle et leur patriotisme pour secourir leurs frères d'armes, ils éprouvent une pénurie réelle de subsistances pour eux-mêmes [...], ils ont fait avec empressement le partage de celles qu'ils possédaient »³⁵.

- 14 Avant que cette première réquisition ne soit satisfaite, le directeur des fourrages près de l'armée de Moselle réclame, le 26 juillet, au département 12 000 quintaux de blé. Le directoire répond que malgré « le dévouement des habitants des Vosges pour venir au secours de leurs frères d'armes, nonobstant la pénurie de subsistances », il n'arrive pas à satisfaire la précédente réquisition³⁶. Mais les appels pathétiques se multiplient, alléguant notamment que Strasbourg, en état de siège, manque de pain et que « l'armée de Moselle éprouve les besoins les plus pressants de subsistances »³⁷. De retour de Metz, Poirson, membre du conseil général, développe les arguments patriotiques : « Il suffit de faire connaître [les besoins de l'armée] aux citoyens des Vosges pour les déterminer à faire les nouveaux sacrifices qui sont en leur pouvoir ; sauver de la famine des pères, des époux, des frères et amis qui versent leur sang pour affermir la liberté, l'égalité et consolider la République une et indivisible ; dans des circonstances aussi urgentes, ce serait calomnier tout à la fois le patriotisme et l'humanité des habitants des Vosges que de douter de leur efforts et de leur disposition à faire tous les sacrifices qui dépendent d'eux »³⁸. L'offensive austro-prussienne dans le nord de l'Alsace, le début d'invasion et les « atrocités commises par les ennemis » renforcent l'argumentation des administrateurs et aboutissent au versement complet, courant août et septembre, des 12 000 quintaux³⁹.
- 15 La troisième réquisition émane du représentant en mission près de l'armée du Rhin qui, le 17 août, réclame deux boisseaux par arpent ensemencé, soit 35 000 sacs de grains (46 600 quintaux), pour approvisionner les places de la 5^e division. Le 20 septembre, le conseil du département estime que les deux boisseaux ne pourront pas être fournis mais « il est nécessaire de rapprocher le plus qu'il sera possible la délivrance des deux boisseaux afin de pouvoir répartir le complément d'après les données de chaque district »⁴⁰. Au 3 brumaire, 16 266 quintaux de blé ont été fournis à ce titre⁴¹.
- 16 Enfin, lors de la levée en masse, chaque commune des districts de la plaine doit fournir un résal de farine pour la subsistance des hommes levés, soit 2 500 sacs de farine, 6 000 quintaux de farine, qui « ont suivi les colonnes » de volontaires⁴². Les villages ont souvent des difficultés à fournir ces céréales, ainsi, le 29 août, la municipalité de Ventron annonce qu'elle ne peut pas fournir aux citoyens requis pour aller se battre les subsistances pour une durée de quinze jours, la commune « n'ayant aucune subsistance ni en grain, ni en farine »⁴³. Au total, environ 70 000 quintaux auraient été prélevés au cours de l'été 1793, soit 13 % des récoltes⁴⁴. Une telle ponction est-elle susceptible de provoquer une grave crise frumentaire ?
Le retour de la disette, l'essor d'un mouvement populaire et les mesures prises par l'administration départementale
- 17 Le temps de l'été dans les Vosges a-t-il influé aussi sur les récoltes ? S'autorisant de ce qu'annonçaient tant de monographies, Soboul indiquait que « la crise un moment atténuée, reprit par suite de la sécheresse »⁴⁵. Quelle est la part respective des réquisitions, du climat, de l'attitude des propriétaires de grains dans la reprise de la disette à l'automne 1793 ?
- 18 Dès le 5 septembre, l'administration départementale signale une situation grave, des problèmes de ravitaillement, des marchés vides et le retour des « horreurs de la

disette ; le 21 septembre, le conseil parle du « dénuement de subsistance et des effets terribles qui en seraient la suite » si les prélèvements militaires devaient être satisfaits⁴⁶ ; le 25, le directoire évoque les « besoins extrêmes en subsistances » des districts de la montagne et il affirme que « le maintien de la tranquillité du département autant que l'humanité exige avec force » la fourniture de grains⁴⁷ ; le 26, le conseil écrit que « la même disette qui existait avant les récoltes fait ressentir toutes ses horreurs, quelque mesure que le département ait prise, les marchés restent sans provisions »⁴⁸ ; le 22 vendémiaire (13 octobre) le conseil évoque les marchés « presque entièrement dépourvus de grains »⁴⁹ et le 24, « les troupes de citoyens affamés [...] les marchés où l'on distribue les grains par portion de 20 ou 25 livres et où le quart tout au plus des citoyens peut avoir cette faible quantité ». À Ventron, le 21 octobre 1793, la municipalité annonce que d'ici quinze jours, les habitants devront commencer à manger les grains destinés aux ensemencements et dans une lettre que la commune envoie à l'administration du district, elle appelle à fournir du pain aux habitants du village : « Donnez-nous du pain, les citoyens de cette commune sont dans l'alarme et dans la plus grande disette et dans la dernière misère, donnez nous du pain. [...] Le conseil vous observe que la populace de cette commune lui attribue la cause de la faute de grains, donnez-nous du pain. Cette commune est dans un endroit non agricole. Donnez-nous du pain »⁵⁰. Le conseil départemental lance un appel à l'aide au Ministère de l'Intérieur, donne l'ordre aux paysans de livrer des grains chaque semaine sur les marchés des chefs-lieux de district, mais refuse, dans un premier temps, de créer un comité départemental pour l'approvisionnement et les subsistances militaires⁵¹. Il s'efforce de nouveau d'obtenir des grains dans les départements voisins de la Meurthe et de la Haute-Saône, mais il constate que ses efforts sont vains et que les marchés restent vides⁵².

- 19 Les réactions habituelles des temps de disette et du mouvement populaire révolutionnaire apparaissent : interception de convois de farine et de grains en route vers les armées ou vers les marchés, manifestations sur les marchés urbains, émeute à Mirecourt contre un marchand préposé aux subsistances militaires, accusé d'accaparement⁵³. Le conseil départemental craint début octobre « les désordres les plus affreux si nous ne parvenons pas à nous faire délivrer très promptement, par les départements voisins, 20 000 quintaux de grains »⁵⁴. Les députations se multiplient devant le conseil général du département : le 22 septembre, une députation du district de Remiremont présente à ce conseil la situation : « Il n'existe plus aucun moyen de fournir du pain aux citoyens de cette ville et dans presque toutes les communes du district les ressources sont épuisées ; la famine existe réellement [...] il est difficile de calculer les suites terribles du désespoir qui s'emparera des citoyens »⁵⁵. Dans les jours suivants, d'autres délégations alertent l'administration sur la situation alimentaire et demandent des mesures énergiques : Senones le 24 vendémiaire⁵⁶, Saint-Dié le 3 brumaire⁵⁷, Remiremont le 9 brumaire⁵⁸, Épinal les 6, 20 et 22 brumaire : « Une multitude de citoyens d'Épinal, précédés d'un officier municipal s'est présentée à la barre, exposant le dénuement absolu où ils se trouvent et demandant des subsistances à grands cris »⁵⁹. Le 27 brumaire, des députations d'Épinal et de Remiremont exigent la formation d'une force armée pour faire exécuter les réquisitions de grains, « une armée révolutionnaire dont l'existence porterait dans le cœur de tous les égoïstes une terreur salutaire et assurerait enfin l'exécution des lois et l'approvisionnement des marchés »⁶⁰. À Gérardmer, le conseil général de la commune décrit le 17 novembre « la famine qui se fait sentir vivement dans notre commune [...] depuis près d'un mois : « un grand

nombre de citoyens sont sans pain, les pommes de terres [...] ont été leur seul aliment, la classe des propriétaires un peu aisés a été forcée de tuer une partie de son bétail pour se soustraire à la faim »⁶¹.

- 20 Quelles sont les causes de cette disette ? Y-a-t-il pénurie réelle de grains ou est-ce le fait de l'accaparement et du refus de livrer les récoltes ? Pour la première hypothèse, l'administration départementale évoque quelques raisons climatiques : la grêle a ravagé les récoltes dans certaines communes des districts de Rambervillers, Darney, Lamarche et Épinal ; la « sécheresse de l'été » aurait rendu nulle la récolte de pommes de terre et réduit celle de sarrasin, augmentant ainsi la consommation de froment. Mais la raison majeure évoquée est la « cupidité et l'égoïsme des propriétaires »⁶², ceux-ci refusant de vendre au prix du maximum, conservent les grains et les vendent aux particuliers au-dessus du prix, profitant de l'autorisation donnée en juillet, par la Convention, d'acheter chez les particuliers. En octobre, le conseil dénonce les « propriétaires ou possesseurs de grains [qui] s'abstiennent de livrer leurs excédents à des frères qui éprouvent les besoins les plus urgents »⁶³. À Nonville, près de Darney, des cultivateurs vendant nuitamment leurs grains « pour s'abstraire aux obligations et exécutions de la loi du 4 mai » sont surpris et arrêtés par la garde nationale du village, le maire dresse un procès-verbal ; quelques jours plus tard le maire fait distribuer des bons aux manœuvres pour qu'ils puissent s'approvisionner en grains chez les cultivateurs ; en nivôse, les laboureurs refusent de donner du blé contre des bons et un garçon meunier transporte clandestinement des sacs de grains⁶⁴. Enfin, le manque de bras pour les battages, dus aux départs des volontaires et au temps donné aux autres travaux, accroît les difficultés⁶⁵ : le conseil général du département écrit que « l'agriculture languit faute de bras, que les récoltes se font avec peine et que tous les genres de travaux éprouvent des interruptions et une stagnation bien nuisibles et véritablement épuisantes »⁶⁶. Dès le 2 septembre, des batteurs du district de Remiremont sont envoyés à Lamarche où ils devront être reçus « avec la fraternité qui doit régner entre tous les Français »⁶⁷.
- 21 La situation est cependant différente selon les lieux, campagnes ou villes, plaine ou montagne : dans la plaine, la récolte a été suffisante et le seul problème est le ravitaillement des villes, ainsi les marchés de Châtel et de Rambervillers restent vides, les paysans refusant d'amener leurs grains au prix fixé⁶⁸ ; la montagne ne produisait pas d'autres céréales que le seigle et importait depuis des siècles le blé, or les circuits de l'Ancien Régime, en grande partie alimentés par les versements des dîmes et des canons fonciers aux chanoines de Remiremont⁶⁹, cessent de fonctionner avec la suppression des dîmes et des redevances féodales, les circuits marchands ne se mettent en place que difficilement et s'interrompent complètement avec l'établissement du maximum des prix⁷⁰.
- 22 Devant l'impossibilité de se ravitailler dans les départements voisins, devant la disette dans les districts de la montagne et les menaces de désordre public, le directoire et le conseil du département multiplient les initiatives. Reprenant les décisions de la Convention, le directoire ordonne un recensement général des grains (25 septembre). Dès le 10 septembre, chaque laboureur qui exploite plus de 10 jours de terre doit conduire au marché du chef-lieu de district un sac de grain par charrue cultivée, ceux qui ne livreront pas seront considérés comme s'opposant à la libre circulation des grains, poursuivis et emprisonnés⁷¹. Cet arrêté n'étant pas appliqué, le conseil départemental fixe le 26 septembre les quantités de grains que les districts de la plaine

(Mouzon-Meuse, Mirecourt, Rambervillers) doivent fournir à ceux de la montagne (24 et 26 septembre, 22 et 24 vendémiaire, 3, 9 et 27 brumaire) et exige le ravitaillement hebdomadaire des marchés urbains. L'arrêté du 22 vendémiaire⁷² indique pour chaque district la quantité de froment à apporter sur le marché jusqu'au 15 novembre :

Les prélèvements de grains au début de l'an II

Districts	22 vendémiaire : quantités à livrer chaque semaine sur les marchés du district Quintaux blé	4 brumaire an II : réquisitions de Saint-Just Sacs de froment
Épinal	310	1 504
Bruyères	–	–
Darney	280	2 963
Lamarche	310	1 456
Mirecourt	850	7 143
Neufchâteau	750	5 944
Rambervillers	500	3 957
Remiremont	–	–
Saint-Dié	–	–
Senones	–	–
Total	3 000	22 867

- 23 Mais cet arrêté n'est pas appliqué, en raison, dit le conseil départemental, de la négligence des « fonctionnaires » chargés de son exécution et des entraves des « citoyens qui, dans les communes, s'opposent à la libre sortie des subsistances ; cette résistance est d'autant plus répréhensible qu'elle enlève aux habitants des villes et des communes infertiles tous les moyens de subsistance puisque la loi du 11 septembre leur interdit de s'approvisionner en dehors des marchés ; il est indispensable de livrer à la rigueur des lois ceux qui, par malveillance, s'opposeraient à la libre sortie des blés ; les obstacles qui y sont apportés sont contraires à toutes les lois, ils rompent tous les liens de la fraternité, violent les devoirs de l'humanité et organisent réellement la famine, il faut enfin que les égoïstes et les mandataires indifférents à la misère du peuple soient connus et punis, il faut que les citoyens qui manquent de pain dans un temps si voisin des récoltes sachent à qui imputer une pénurie aussi étrange »⁷³. L'administration départementale mêle ici les appels à la raison et à la solidarité aux menaces de sanctions, tout en ne voulant pas réquisitionner les grains. Ils espèrent que les

mécanismes du marché fonctionneront avec de simples incitations et un appel au sens civique.

- 24 L'administration, qui a menacé très tôt d'utiliser si nécessaire la force armée⁷⁴, brandit les demandes des sociétés populaires d'Épinal et de Remiremont qui veulent, en suivant l'exemple parisien, la formation d'une armée révolutionnaire pour aller chercher des grains⁷⁵, mais se contente d'envoyer des commissaires dans les districts pour appliquer l'arrêté du 22 vendémiaire : faire l'inventaire des grains et confisquer les surplus, engager des poursuites contre les négligences et les retards, appliquer aux « égoïstes » les lois révolutionnaires s'ils « s'opposent à la libre sortie des grains »⁷⁶. En même temps, le département envoie des gardes nationales à Bruyères et à Saint-Dié pour assurer la sécurité des marchés. Très efficacement, le district de Rambervillers réquisitionne chaque semaine les villages qui doivent livrer les blés aux deux marchés du district en utilisant la menace des lois et du tribunal révolutionnaire⁷⁷. Enfin, l'administration départementale explique à plusieurs reprises la situation et les causes de la disette au ministre de l'Intérieur et à la Convention afin d'obtenir des secours⁷⁸. Le ton de ces lettres est très alarmiste, mais semble parfois exagérer la situation départementale : « La famine dévore une grande partie de nos administrés [...] mauvaise récolte de sarrasin et de pommes de terre dans la montagne ; les marchés ne sont plus pourvus, les paysans ayant dû verser pour l'armée leurs excédents après avoir mis en réserve pour leurs semences et leur consommation jusqu'à la récolte prochaine [Les habitants des Vosges] se présentent-ils sur les marchés des départements environnants ? Ils sont accusés d'accaparement par la foule inquiète, repoussés avec barbarie, comme des êtres proscrits. Ainsi ces malheureux reviennent dans leur famille éplorée, apporter au lieu de consolation et de pain la rage et le désespoir »⁷⁹.
- 25 L'administration départementale, sans remettre en cause le maximum et les réquisitions pour les armées, tente ainsi de faire fonctionner les marchés et d'assurer vaille que vaille le ravitaillement des villes.
- Le rôle des représentants en mission : réquisitions pour l'armée et résolution de la crise
Les réquisitions de Saint-Just et Lebas
- 26 C'est dans ce contexte, par simple volontarisme et sans s'être rendus dans les Vosges, que Saint-Just et Lebas, représentants en mission auprès de l'armée du Rhin, demandent de toute urgence, le 3 brumaire, 22 867 sacs de froment au département des Vosges⁸⁰. Le conseil du département, après avoir débattu jusque minuit, décide, parce que « les villes menacées de siège sont sans approvisionnement », de satisfaire cette réquisition. Il donne ordre à toutes les communes de battre les blés et avoines, les vanner et nettoyer, les mettre en sac, et les transporter vers les magasins militaires « tous autres travaux cessant ». Il répartit la quantité à fournir entre les districts en fonction de leurs possibilités (voir tableau ci-dessus) et désigne vingt commissaires pour faire exécuter ces ordres, « par tous les moyens possibles »⁸¹.
- 27 Mais en même temps, le conseil envoie à Strasbourg une délégation pour informer Saint-Just et Lebas de la situation alarmante des Vosges et obtenir une réduction de la quantité à fournir aux deux armées. Au cours des jours suivants, le conseil général du département s'occupe à récapituler ce qui a été versé aux armées, alors que celles-ci protestent contre les retards. Sans attendre de réponse et malgré la situation alimentaire, le département multiplie les démarches auprès des districts, des communes et des responsables élus pour mettre en application cet arrêté : ils sont « requis de presser par tous les moyens, même par la force armée, l'exécution du

présent arrêté »⁸². Le 14 brumaire, dans une adresse, le conseil départemental exhorte ainsi les citoyens à verser les subsistances demandées : « S'il y a parmi vous des êtres assez insoucians, assez lâches, assez égoïstes et assez ennemis de la chose publique pour ne pas apercevoir le salut de la patrie dans le prompt rétablissement de nos armées, qu'ils sachent que l'armée révolutionnaire s'avance et qu'ils seront dénoncés »⁸³. Au 25 frimaire an II, 45 734 quintaux auraient été fournis (en confondant plusieurs réquisitions) et il manque encore 8 000 quintaux⁸⁴. Les districts agricoles, Mirecourt, Rambervillers, Neufchâteau ont accompli l'effort principal, mais cela entraîne des difficultés dans le ravitaillement des villes et l'interruption de celui de la montagne : les députés de Remiremont déclarent le 9 brumaire que « la disette de subsistance est à son comble, la tranquillité publique est compromise »⁸⁵. Fort de ces efforts, le conseil du département peut se justifier auprès de Saint-Just et Lebas : « Vous remarquerez que nous cherchons à contraindre par la Terreur ceux sur qui le patriotisme n'a pas assez d'empire, nous n'avons pas cessé un instant de poursuivre l'égoïsme et d'encourager le patriotisme ». Il peut alors demander des secours en blé pour le département afin de « le sauver des horreurs de la famine et des désordres inévitables qui en auraient été les conséquences »⁸⁶.

- 28 Les réquisitions des représentants en mission des armées du Rhin et de la Moselle sont en train d'affamer les Vosges. Le conseil du département, tout en les faisant exécuter, annonce encore une fois, le 26 brumaire, une « pénurie absolue de subsistances, la moitié de la population est livrée aux horreurs de la famine » et demande solennellement une aide à la Convention après avoir évoqué « les sacrifices et efforts multipliés que le département des Vosges n'a cessé de faire pour le soutien de la cause de la liberté et de l'égalité, pour concourir efficacement au salut de la Patrie, à l'affermissement de la République une et indivisible ». Le département « ne demande que du pain », soit 82 826 quintaux de blé, « en plus de ce qui reste ». Il demande du blé à prendre à l'intérieur de la France et qu'un représentant en mission vienne constater la situation dans les Vosges⁸⁷.

Le rôle des représentants en mission pour résoudre la crise

- 29 C'est dans ces conditions que Balthazar Faure⁸⁸, représentant en mission dans la Meurthe et les Vosges, est reçu, avec « les acclamations » par l'assemblée départementale, dès son arrivée à Épinal, le 6 frimaire. Il participe à un long débat sur les moyens d'approvisionner l'armée, de régler la question des subsistances et de lutter contre la disette. Faure prend un arrêté le 6 frimaire pour prévenir « les horreurs de la famine » : le département de la Haute-Saône devra fournir, dans les quinze jours, 4 000 quintaux de blé au district de Remiremont et 3 000 à celui de Bruyères, et la Meurthe 3 000 quintaux de blé à Saint-Dié et 2 000 au pays de Senones, sous peine du tribunal révolutionnaire. D'autres départements devront aussi secourir les Vosges dans les quinze jours : la Côte-d'Or (12 000 quintaux), la Haute-Marne (12 000), la Meuse (8 000) et l'Aube (8 000), soit au total, 40 000 quintaux, moitié froment, moitié seigle. Les grains devront être rassemblés au chef-lieu de district le plus proche des Vosges où les Vosgiens viendront prendre le blé qui sera payé au prix du maximum. Faure approuve aussi les mesures de réquisitions et de contraintes que le département avait prises le mois précédent. De façon plus générale, Faure demande que les départements de l'intérieur soient mis en réquisition pour ravitailler les départements frontaliers et de « deuxième ligne »⁸⁹. La commission des subsistances requiert le 10 frimaire 60 000

quintaux sur la Haute-Saône, trois quarts froment et un quart seigle⁹⁰. Ces 100 000 quintaux de céréales sont répartis entre les districts, dès le 29 frimaire⁹¹:

Distribution de blé venant des autres départements, 29 frimaire, exprimée en quintaux⁹²

Districts	Total	Haute-Saône	Côte d'Or	Meuse	Autres départements
Épinal	5 430	458	4 972	–	–
Bruyères	13 208	11 060	–	2 148	–
Darney	5 162	5 000 ?	–	–	–
Lamarche	3 612	–	3 600 ?	–	–
Mirecourt	7 3064	–	–	–	–
Neufchâteau	6 946	2 946	–	–	4 000 Aube
Rambervillers	4 337	4 300 ?	–	–	–
Remiremont	24 273	23 273	–	1 906	9 200 Haute-Marne
Saint-Dié	20 463	–	–	–	–
Senones	6 605	2 859	–	946	2 800 Haute-Marne
Total	98 000	–	–	–	–

- 30 Assez rapidement, ces mesures portent leurs fruits : dès le 21 frimaire (11 décembre), 1 000 quintaux sont pris dans le magasin militaire de Vesoul au profit du district de Libremont⁹³ ; le 27 frimaire, les « grains de la Meuse se versent à Gondrecourt », chaque district doit envoyer dix voitures pour charger chacune dix sacs et payer immédiatement le blé, la caisse des districts devant faire l'avance nécessaire, grâce aux 200 000 livres versées par la Convention⁹⁴.
- 31 Un arrêté du Comité de Salut public du 7 nivôse, pour éviter les réquisitions des différentes armées sur un même territoire, attribue à chaque armée un arrondissement composé d'un certain nombre de districts ou de départements ; les Vosges ravitailleront uniquement l'armée du Rhin et pour faire disparaître la disette, le comité annule 40 000 quintaux de réquisition ; enfin, il demande que l'administration révise la répartition des secours entre les districts et les communes en fonction des besoins réels de la population et des recensements de grains⁹⁵.
- 32 Un autre représentant, André Foussedoire⁹⁶, nommé pour établir le gouvernement révolutionnaire, prend le 12 pluviôse un arrêté selon lequel la Haute-Saône doit livrer les 60 000 quintaux de grains, livraison décidée par la commission des subsistances un mois plus tôt, mais non appliquée⁹⁷. Il nomme deux commissaires pour surveiller la distribution des grains à Luxeuil et Jussey, fait verser 98 000 livres pour payer ces grains au moment de la livraison et organise les transports en réquisitionnant des

voitures dans chaque district pour aller chercher les grains en Haute-Saône⁹⁸. Partout dans les registres municipaux apparaît la mention de grains que l'on s'empresse d'aller chercher à Jussey ou à Luxeuil : le 1er pluviôse, 40 quintaux de grains (froment et orge) arrivent à Ventron, suivis le 28 ventôse par 30 quintaux de grains provenant de Jussey comme acompte aux 657 quintaux accordés au village⁹⁹ ; à Gérardmer, les grains sont distribués le 23 nivôse et le 28 pluviôse, des voitures doivent aller à Bruyères chercher 155 autres quintaux de grains, 4/7e d'orge et 3/7e de blé¹⁰⁰, mais les grains de Haute-Saône tardent à arriver : ce n'est que le 9 ventôse que des enchères au rabais désignent Dominique Paxion pour aller chercher 50 quintaux de grains à Jussey, et c'est seulement le 5 floréal que le convoi part¹⁰¹ ; le 21 pluviôse, 30 quintaux de froment arrivent à Plombières, ils ont été payés 720 livres provenant de la caisse de l'hôpital qui est remboursée après la revente aux citoyens de la commune¹⁰².

Une nouvelle réquisition en grains

- 33 Entre temps, le 21 frimaire, une nouvelle réquisition en grains des représentants en mission Lacoste et Baudot ordonne la livraison de 17 484 quintaux de grains. Mais le décret du 14 frimaire sur le gouvernement révolutionnaire ôtant à l'administration départementale tout moyen d'action dans le domaine du ravitaillement de l'armée, la réquisition doit être mise en application par les districts, et ils le font très imparfaitement¹⁰³. S'ensuit une vigoureuse protestation des deux représentants en mission qui annoncent que « les magasins militaires sont vides et l'armée du Rhin à la veille de manquer de subsistances et de fourrages » et ils menacent les administrateurs vosgiens : « Revêtus par la nation de pouvoirs illimités, nous serons coupables nous-mêmes si nous n'en faisons un usage terrible [...] pour la dernière fois, nous vous envoyons un agent militaire pour vous déclarer que si les réquisitions qui vous ont été faites ne sont pas remplies dans les délais [...] nous serons contraints de vous considérer comme des ennemis de la République et de vous traiter comme tels »¹⁰⁴.
- 34 Mais, en dérogation à la loi générale, les représentants redonnent, le 2 ventôse, à l'administration départementale des pouvoirs pour s'occuper des réquisitions. Le département ordonne alors aux districts d'achever sans délai les versements des grains et fourrages en nommant des commissaires, en indiquant aux communes les quantités à fournir et en contrôlant et en accélérant les versements¹⁰⁵. Les registres départementaux ne contiennent plus aucune mention d'ordres concernant les réquisitions de grains, mais elles ont lieu et on en trouve des témoignages dans les registres des districts et des communes. Ainsi à Nonville, le conseil de la commune ordonne le 5 pluviôse de faire la « visite des greniers à cause de la disette qui règne dans la commune et qui la trouble », elle prévoit de laisser à chaque famille de laboureur ce qui lui faut pour nourrir la famille et pour les semences, le surplus devant être réparti entre tous les individus de la commune qui sont le moins approvisionnés ; mais c'est sans compter avec les réquisitions du district de Darney qui demande quelques jours plus tard et en ventôse des grains destinés aux marchés et des fourrages pour l'armée¹⁰⁶. Finalement, l'administration départementale indique aux représentants qu'elle ne sait pas exactement ce qui a été versé par les districts à l'armée du Rhin entre le 21 frimaire et le 7 ventôse, mais elle estime au 2 ventôse, que 7 334 quintaux de grains ont été livrés¹⁰⁷.
- 35 La livraison des 60 000 quintaux de grains de la Haute-Saône est achevée vers la mi-germinal et les deux commissaires qui avaient été nommés pour surveiller cette livraison demandent leur rappel le 25 germinal¹⁰⁸. La disette semble terminée, plus

aucune mention de réquisition pour les marchés n'apparaît, seul le district de Mouzon-Meuse (ci-devant Neufchâteau) doit envoyer 300 quintaux à Libremont (ci-devant Remiremont)¹⁰⁹ et les recensements de céréales et de fourrages ne signalent plus de pénurie. Les réquisitions pour l'armée ne concernent plus, à partir de germinal, que les fourrages et les voitures pour les transporter et répondre aux besoins des parcs militaires de Landau.

- 36 La disette a connu quatre phases successives : une alerte en juin 1793, un apaisement au moment des récoltes accompagné de fortes réquisitions, la reprise de la disette à l'automne et sa résolution au cours de l'hiver. Le rôle des différents représentants en mission s'est avéré majeur dans le déclenchement, l'aggravation (avec des représentants qui n'étaient pas venus dans les Vosges) puis la résolution de la crise alimentaire, avec d'autres qui s'étaient rendu compte sur place de la situation. Les prélèvements de grains pour les armées ponctionnant fortement les blés disponibles pour les échanges commerciaux, il a fallu multiplier les versements de grains par les départements voisins pour compenser ces ponctions.
- 37 Mais cette crise a été d'abord provoquée par le refus permanent des paysans et des marchands de livrer les grains à prix taxé ; il a fallu la contrainte et les menaces « révolutionnaires » pour obtenir les grains nécessaires à l'armée ou pour le ravitaillement des villes et de la montagne. Les manifestations de cette disette ont été annoncées très tôt par les administrations de district et du département qui ont réclamé et obtenu des aides en argent de la Convention et des mesures énergiques de réquisition dans les départements voisins prises par les représentants en mission. Ces mesures ont finalement, dès le début de l'année 1794, fait cesser la disette. Du début à la fin de cette crise, les mécanismes du marché libre ont cessé de fonctionner. L'économie dirigée mise en place par la Convention montagnarde, pour faire face aux nécessités de la guerre, a successivement provoqué et résolu la crise. Il faudrait étudier les départements voisins de la Meurthe, de la Meuse, de la Haute-Saône et de l'Alsace pour vérifier si – et comment – de semblables disettes se déclenchent et si le rôle des représentants va dans le même sens.

NOTES

- 1.François HINCKER, *La Révolution française et l'économie. Décollage ou catastrophe ?*, Paris, Nathan, 1998, 224 pages.
- 2.Albert SOBOUL, *Précis d'histoire de la Révolution française*, Paris, éditions sociales, 1972, 530 pages.
- 3.Michel BIARD, *Missionnaires de la République. Les représentants du peuple en mission (1793-1795)*, Paris, CTHS, 2002, 624 pages.
- 4.Léon BERNARDIN, « Le département des Vosges et le ravitaillement de l'armée du Rhin » dans le *Bulletin du comité départemental des Vosges pour la recherche et la publication des documents économiques de la Révolution française*, n°1, 14 juillet 1907, p. 26 à 38 ; n°2, p. 64-80 ; n°4, p. 178-185.

5. Abel MATHIEU, *Les Vosges sous la Révolution*, Vagney, éd. Gérard Louis, 1989, 340 pages.
6. Henri POIRIER, « Quelques aspects du problème des subsistances à Remiremont de l'Ancien Régime à la Révolution », *Le Pays de Remiremont*, n°9, 1989, p. 27-38 et n°10, 1990, p. 95-104.
7. AD Vosges, L 50, délibération du conseil général du département des Vosges, 13 juin 1793 ; pourtant le registre de délibération de la ville de Bruyères ne mentionne pas de disette, mais simplement une hausse des prix du grain sur le marché de la ville, et donc une hausse de livre de pain bis (EDPT 80 / D10).
8. Henri POIRIER, *op. cit.*, n°10, p. 97-98. Les exemples que donne H. Poirier montrent que la crise alimentaire n'a pas cessé au cours de l'été, sauf entre le 26 juillet et le 25 août 1793.
9. AD Vosges, L 729-4, délibération du district de Rambervillers, 28 juin 1793.
10. Le résal est la mesure de capacité des grains en Lorraine, il vaut environ 120 litres. Le résal de blé pèse 180 livres poids, environ 88 kg. 10 imaux valent un résal.
11. Brice HUNBERTCLAUDE, *Un village vosgien pendant la Révolution*, mémoire de maîtrise sous la direction de Jean-Paul Rothiot, université Nancy 2, 2005 ; AMVentron, D 1, délibération municipale de Ventron, 29 juin 1793.
12. AM Gérardmer, Registre des délibérations municipales III, 12 juin 1793.
13. AM Plombières, délibération du 22 mai 1793.
14. *Ibid.*, délibérations du 14 et 15 juin 1793.
15. Albert TROUX, *La vie politique dans le département de la Meurthe d'août 1792 à octobre 1795*, 2 tomes, Paris, 1936, 484 et 976 pages.
16. AD Vosges, L 50, délibération du conseil général du département des Vosges, 11 juin 1793
17. *Ibid.*, L 62, délibération du directoire du département des Vosges, 8 juin 1793.
18. *Ibid.*, L 62, délibération du directoire du département des Vosges, 16 juin 1793.
19. *Ibid.*
20. *Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département des Vosges, 25 juin 1793.
21. *Ibid.*, L 62, délibération du directoire du département des Vosges, 16 et 29 juin 1793.
22. *Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département des Vosges, 17 juin 1793.
23. *Ibid.*, L 62, délibération du directoire du département des Vosges, 1er juillet 1793.
24. *Ibid.*, L 62, délibération du directoire du département des Vosges, 29 juin 1793.
25. *Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département des Vosges, 7 juillet 1793.
26. La quarte est une mesure de capacité des grains valant 60 kg.
27. AD Vosges, L 62, délibération du directoire du département des Vosges, 12 juillet 1793.
28. AD Vosges, L 227, décret de la Convention du 6 juillet et arrêté du représentant en mission du 12 juillet 1793.
29. *Ibid.*, L 62, délibération du directoire du département des Vosges, 21 juillet 1793.
30. *Ibid.*, L 50, arrêté du conseil général du département des Vosges, 25 juillet 1793.
31. *Ibid.*, L 50, appel du conseil général du département des Vosges, 30 juillet 1793.
32. Tableau repris dans Léon BERNARDIN, *op. cit.*, p. 37, 67, 68.
33. Les valeurs exprimées ici sont en sac de froment ; mais le sac vaut 204 livres poids (Léon BERNARDIN, *op. cit.*, p. 77) soit 99.7 kg ; nous considérons que ce sac pèse environ un quintal.
34. AD Vosges, L 50, la délibération du 28 août indique que les 6 000 quintaux ont été livrés à Sélestat.
35. *Ibid.*, L 63, délibération du directoire du département des Vosges, 17 août 1793.

- 36.*Ibid.*, L 62, délibération du directoire du département des Vosges, 4 août 1793.
- 37.*Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département des Vosges, 8 août 1793.
- 38.*Ibid.*, L 50, rapport de Poirson, membre du conseil général du département des Vosges, 8 août 1793.
- 39.*Ibid.*, L 50, la délibération du 28 août indique que les 12 000 quintaux sont en cours de versement et celle du 26 septembre que tout a été versé.
- 40.*Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département des Vosges, 20 septembre 1793.
- 41.*Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département des Vosges, 25 frimaire an II.
- 42.*Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département des Vosges, 26 septembre 1793.
- 43.Brice HUMBERTCLAUDE, *Un village vosgien... op.cit.*
- 44.Voir le détail de ce calcul dans mon article publié dans « L'effort de guerre dans les campagnes lorraines : réquisitions de céréales, fourrages et moyens de transports », Jean-Paul ROTHOT (dir.), *L'effort de guerre. Approvisionnement, mobilisation matérielle et armement (XIV^e-XX^e siècles)*, actes du 127^e congrès des sociétés historiques et géographiques, Paris, CTHS, 2004, p. 104-106.
- 45.Albert SOBOUL, *op. cit.*, p. 312.
- 46.AD Vosges, L 50, délibération du conseil général du département des Vosges, 21 septembre 1793.
- 47.*Ibid.*, L 63, délibération du directoire du département des Vosges, 25 septembre 1793.
- 48.*Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département des Vosges, 26 septembre 1793.
- 49.*Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département des Vosges, 22 vendémiaire an II.
- 50.Brice HUMBERTCLAUDE, *Un village vosgien... op.cit.* ; AMVentron, D 1, délibérations municipales, 21 octobre 1793.
- 51.AD Vosges, L 50, délibérations du conseil général du département des Vosges, 5, 10 et 11 septembre 1793.
- 52.*Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département des Vosges, 26 septembre 1793.
- 53.*Ibid.*, L 63, délibération du directoire du département des Vosges, 15 août 1793.
- 54.*Ibid.*, L 50, lettre du conseil général au ministre de l'Intérieur, 24 vendémiaire an II.
- 55.*Ibid.*, L 50, registre des délibérations du conseil général du département des Vosges, 22 septembre 1793.
- 56.*Ibid.*, L 50, les habitants de Senones, se présentant sur les marchés de la Meurthe sont repoussés malgré les réquisitions du ministre de l'Intérieur, 24 vendémiaire.
- 57.*Ibid.*, L 50, « les besoins en subsistance de ce district et surtout dans cette ville sont parvenus à un tel degré d'urgence que la famine est sur le point de venir dévorer une partie des habitants si l'on n'obtient pas les secours les plus prompts », 3 brumaire an II.
- 58.*Ibid.*, L 50, registre des délibérations du conseil général du département des Vosges, 24 vendémiaire, 3 6 et 9 brumaire. « la disette de subsistance est à son comble, la tranquillité publique est compromise », 9 brumaire.
- 59.*Ibid.*, L 50, registre des délibérations du conseil général du département des Vosges, 6 brumaire.

- 60.*Ibid.*, L 50, registre des délibérations du conseil général du département des Vosges, 27 brumaire.
- 61.AM Gérardmer, Registre des IV, 17 novembre 1793.
- 62.AD Vosges, L 50, délibération du conseil général du département des Vosges, 26 septembre 1793.
- 63.*Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département des Vosges, 22 vendémiaire an II.
- 64.*Ibid.*, En dépôt 335/ AM Nonville, D1, délibérations municipales, 8 septembre, 27 octobre 1793 et 24 nivôse an II.
- 65.*Ibid.*, L 50, délibérations du conseil général du département des Vosges, 26 septembre 1793 et 4 brumaire an II.
- 66.*Ibid.*, L 50, délibérations du conseil général du département des Vosges, 13 août 1793.
- 67.*Ibid.*, L 63, délibération du directoire du département des Vosges, 2 septembre 1793.
- 68.*Ibid.*, L 729-4, délibérations du District de Rambervillers, septembre, octobre 1793.
- 69.Henri POIRIER, *op.cit.*, n°9, p. 27-30.
- 70.*Ibid.*, n°10, p. 97-99.
- 71.AD Vosges, L 50, délibérations du conseil général du département des Vosges, 10 septembre 1793.
- 72.Tableau aussi mentionné dans Léon BERNARDIN, *op. cit.*, p. 73.
- 73.AD Vosges, L 50, délibération du conseil général du département des Vosges, 3 brumaire an II.
- 74.*Ibid.*, L 50 et 63, délibération du directoire et du conseil général du département des Vosges, 25 et 26 septembre 1793.
- 75.*Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département des Vosges, 27 brumaire an II.
- 76.*Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département, 3 brumaire an II.
- 77.*Ibid.*, L 729-4, délibérations du District de Rambervillers, octobre 1793 à frimaire an II.
- 78.*Ibid.*, L 50, lettre au ministre de l'Intérieur, 24 vendémiaire, adresses à la Convention, 4 et 27 brumaire,
- 79.*Ibid.*, L 50, lettre au ministre de l'Intérieur, 24 vendémiaire.
- 80.*Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département, 5 brumaire an II. 39 867 sacs d'avoine et 33 965 quintaux de foin sont aussi requis.
- 81.*Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département, 5 brumaire an II
- 82.*Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département, 13 brumaire an II.
- 83.*Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département, 14 brumaire an II.
- 84.*Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département, 25 frimaire an II.
- 85.*Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département, 9 brumaire an II.
- 86.*Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département, 16 brumaire an II.
- 87.*Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département, 27 brumaire an II.
- 88.Balthazar Faure (1746-1805), représentant de la Haute-Loire, Montagne ; nommé le 8 octobre 1793 en Moselle, Meurthe et Vosges, pour la levée des chevaux puis pour l'épuration des autorités, quitte la Lorraine le 20 frimaire (Michel BIARD, *Missionnaires de la République*, *op. cit.*, p. 501).
- 89.AD Vosges, L 50, retranscription de l'arrêté de B. Faure, 6 frimaire an II.
- 90.*Ibid.*, L 64, délibération de l'administration du département, 24 pluviôse an II.
- 91.*Ibid.*, L 50, délibération du conseil général du département, 29 frimaire an II. C'est à cette date qu'arrive le décret sur le gouvernement révolutionnaire qui transfère les

pouvoirs du département aux districts et supprime le conseil général du département dont l'activité avait été majeure dans cette crise.

92.Léon BERNARDIN, *op. cit.*, p. 75-76

93.Henri POIRIER, *op. cit.*, n°10, p. 100.

94.AD Vosges, L 50, délibération du conseil général du département, 27 frimaire an II.

95.*Ibid.*, L 64, délibération de l'administration du département, 24 pluviôse an II.

96.André Foussedoire (1753-1820), suppléant du Loir-et-Cher à la Convention, Montagne, nommé dans les Vosges et le Haut-Rhin le 9 nivôse an II, pour organiser le gouvernement révolutionnaire, rentre à Paris au plus tard le 28 prairial (Michel Biard, *Missionnaires de la République*, *op. cit.*, p. 505).

97.AD Vosges, L 64, délibération de l'administration du département, 24 pluviôse an II.

98.*Ibid.*, L 64, délibération de l'administration du département, 24 pluviôse an II.

99.Brice HUMBERTCLAUDE, *Un village vosgien... op.cit.*, AMVentron, D 2, 30 ventôse et 13 floréal an II.

100.AM Gérardmer, Registre des délibérations municipales IV, 28 ventôse an II.

101.*Ibid.*, Registre des délibérations municipales IV, 9 ventôse et 5 floréal an II.

102.AM Plombières, délibération du 21 pluviôse an II.

103.AD Vosges, L 64, délibération de l'administration du département, 18 ventôse an II.

104.*Ibid.*, L 64, délibération de l'administration du département, 7 ventôse an II.

105.*Ibid.*, L 64, arrêté de l'administration du département, 7 ventôse an II.

106.*Ibid.*, En dépôt 335/ AM Nonville, D1, délibérations municipales, pluviôse et ventôse an II.

107.*Ibid.*, L 64, délibération de l'administration du département, 18 ventôse an II.

108.*Ibid.*, L 64, délibérations de l'administration du département, 11, 14 et 24 germinal an II.

109.*Ibid.*, L 64, arrêté de Foussedoire, 24 germinal an II.

RÉSUMÉS

L'article étudie l'origine et la portée des disettes enregistrées du printemps à l'hiver 1793 dans le département des Vosges, prenant en considération les divers facteurs explicatifs : les mauvaises récoltes, le refus du maximum des prix et l'accaparement, le poids des prélèvements pour l'armée. De façon particulière, l'auteur s'interroge sur le rôle joué dans ces crises par la présence et les pouvoirs des représentants en mission dans ce département proche de la frontière. Si certains d'entre eux peuvent être responsables de la disette à cause du ravitaillement des armées, d'autres, conscients de cette disette, ont contribué à la résoudre. Le rôle de l'administration départementale et des municipalités est aussi décisif pour faire prendre conscience à la Convention de la situation et obtenir des secours décisifs.

The Representatives on mission confronted with a dilemma: the provisioning of the armies or the civilian population (the example of the Vosges in 1793). This article studies the origin and extent of food shortages during the Spring to the Winter of 1793 in the department of the Vosges in light of different explanatory factors: the bad harvests, the rejection of the maximum on prices and hoarding, the weight of requisitions for the army. The author particularly

examines the role played in these crises by the presence and the powers of the representatives on mission in this department close to the border. He demonstrates that certain among them could have been responsible for the food shortages because of the provisioning of the armies, while others, aware of this food shortage, contributed to resolving it. The role of the departmental administration and the municipalities was also decisive in helping to inform the Convention of the situation and obtaining critical aid.

INDEX

Mots-clés : disette, représentant en mission, Vosges, effort de guerre, dirigisme économique

AUTEUR

JEAN-PAUL ROTHOT

Université Nancy 2, 88500 Frenelle la Grande, jean.paul.rothot@club-internet.fr